



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Renforcer les capacités commerciales de l'Afrique

Dr. Donald Kaberuka

Président

Evènement : Forum d'évaluation de l'African Growth and Opportunity Act

Nairobi, Kenya

5 août 2009

Le Forum d'évaluation de l'African Growth and Opportunity Act (Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique) est toujours une excellente occasion, non seulement de juger où nous en sommes en ce qui concerne l'AGO, mais aussi d'évaluer les résultats globaux de l'Afrique en matière de commerce. Depuis la dernière évaluation, le moment est particulièrement propice car la demande mondiale en faveur de nos exportations est fortement ébranlée par la crise de l'économie mondiale et, dès lors, la grande question est de savoir comment optimiser les possibilités du régime préférentiel tout en mettant l'accent sur les objectifs à long terme en matière de compétitivité et de diversification. Je limiterai aujourd'hui mes observations à trois sujets:

- Qu'a représenté la crise mondiale pour l'Afrique au cours des derniers mois et depuis le dernier forum ?
- Quelles ont été les incidences de la crise sur l'AGO et les régimes préférentiels similaires ?
- Qu'a fait la BAD depuis lors pour renforcer les capacités commerciales de l'Afrique ?

Au début de la crise qui a secoué l'économie mondiale, un certain optimisme semblait prévaloir: les pays à faible revenu, en particulier en Afrique, paraissaient relativement à l'abri en raison de leur faible niveau d'intégration dans les marchés financiers mondiaux. En réalité, comme nous le savons aujourd'hui, les effets de la crise sur nos exportations, sur les investissements, les activités du secteur privé et sur les recettes se sont fait sentir sur nos pays beaucoup plus vite que prévu et, selon toute probabilité, il faudra beaucoup plus de temps que prévu pour inverser cette tendance. Sans surprise, le principal vecteur des effets de la crise sur nos économies a été les échanges – les échanges sur les matières premières.

C'est la raison pour laquelle ce sont les économies qui sont le plus tributaires d'un ou deux produits de base, en particulier les minéraux, qui ont le plus souffert. On m'a souvent interrogé l'an passé sur les enseignements que les pays africains pourraient tirer de la crise. Comme on peut le supposer, les leçons à tirer sont nombreuses. L'une d'entre elles est: comment mieux gérer les cycles d'expansion et de récession des matières premières, qui ne vont évidemment pas disparaître.

Pour gérer de tels cycles, le continent doit pleinement se recentrer sur les moyens de stimuler la compétitivité. Nous avons toujours su que, même dans le cas de régimes préférentiels, l'Afrique ne peut rivaliser avec d'autres pays à faible revenu - comme le Vietnam sur le marché du café - qui sont plus compétitifs.

Cette histoire, qui n'est que trop familière, peut se résumer aux facteurs suivants:

- l'environnement commercial et l'esprit d'entreprise (devenir un fournisseur fiable, diversifié et à faible coût);
- les coûts associés aux activités commerciales; et
- une infrastructure sinistrée.

Lorsqu'on examine le paysage qui résulte de la crise financière mondiale, on voit non seulement apparaître des situations extrêmement diverses en Afrique, mais aussi certains points communs. D'après les statistiques les plus récentes, la croissance moyenne pour l'ensemble du continent tournera autour de 3%, ce qui signifie, compte tenu de la tendance démographique, que le revenu réel par habitant n'augmentera pas et que la pauvreté s'aggravera.

L'impact de la crise sur l'économie des 53 pays africains varie essentiellement en fonction de trois facteurs:

- la structure des exportations;
- le niveau de dépendance à l'égard des flux extérieurs, tels que l'APD, le tourisme, etc.;
- la capacité de réaction (niveau des réserves, marge de manœuvre budgétaire, vulnérabilités préexistantes).

Nous avons découvert que:

- une dizaine de pays se maintiennent à plus de 5%, principalement ceux dont l'économie est la plus diversifiée et qui ont les meilleurs antécédents en termes de réforme;
- une dizaine d'autres ont fait preuve d'une résilience et d'une capacité de réaction étonnantes et pourront vraisemblablement maintenir une croissance de près de 3%;
- et, enfin, la majorité — soit près de 26 pays, ont un PIB réel négatif par habitant. Dans ce groupe — près de la moitié de l'Afrique — la pauvreté augmente et la situation est clairement préoccupante. Dans certains de ces pays, des progrès réguliers ont été accomplis au cours de la dernière décennie ; c'est là que la communauté internationale doit prendre des mesures fortes pour éviter de perdre tous les acquis.

Il est cependant très encourageant de noter qu'en dépit de la crise et de ses répercussions en Afrique, la crise mondiale n'a pas contredit l'élan de réforme économique ni la conviction qu'un climat d'investissement porteur est nécessaire. En outre, elle a très heureusement permis de recentrer l'attention sur la nécessité d'identifier les créneaux offerts par les marchés régionaux africains dans toute leur diversité. Au cours des 10 dernières années, le commerce régional a joué un rôle essentiel, mais des obstacles physiques et humains persistent.

Depuis le dernier Forum d'évaluation de l'AGOA, je pense que des progrès ont été accomplis s'agissant d'intégrer le commerce dans les plans nationaux et de la création de capacités permettant de tirer parti des perspectives offertes par des marchés ouverts, telles que l'AGOA, ainsi que par le commerce régional. Qu'il nous suffise d'évoquer les pays qui ont décidé de laisser leurs frontières ouvertes en permanence. Ce matin, les manchettes des journaux kenyans faisaient état de coupures de courant imminentes et de rationnement, situation bien connue en Afrique – et un signe du problème plus large auquel nous sommes confrontés: le déficit d'infrastructures. C'est la raison pour laquelle nous avons continué, à la Banque, de mettre l'accent sur les infrastructures liées au commerce, l'intégration régionale, l'élimination des goulets d'étranglement et la création de capacités commerciales. La BAD a acquis dans ce domaine une solide et précieuse expérience. Les projets d'infrastructure représentent aujourd'hui près de 60% de nos activités.

Tout en en faisant une large place à l'infrastructure en général, nous mettons en particulier l'accent sur les corridors transafricains. Au cours des trois dernières années, le nombre des projets régionaux a été multiplié par trois, pour un montant total annuel de près d'un milliard de dollars. Dans le cadre de ce processus, nous avons appris certaines leçons que nous aimerions partager avec vous.

Premièrement, le problème de la concurrence apparente entre la programmation nationale et la programmation régionale pour ce qui est des ressources: l'affectation des ressources provenant de l'APD conserve un caractère essentiellement national et est basée sur les performances. On considère parfois que les programmes régionaux offrent une plus grande latitude en ce qu'ils échappent au crible de la performance. Nous avons souvent essayé d'adopter la solution du "partage des coûts". Bien que cette solution soit logique, dans la pratique, elle peut être très problématique, car comme me l'a dit un dirigeant: "Les élections se gagnent au plan national." Si nous voulons donner une plus grande impulsion à l'intégration et aux échanges régionaux, qui sont porteurs de grandes promesses pour le continent, nous devons réfléchir ensemble à la manière de surmonter certains de ces obstacles.

La deuxième leçon est que l'implication régionale est essentielle. C'est la raison pour laquelle nous devons continuer à renforcer les institutions économiques régionales. Nombre d'entre elles souffrent encore de capacités limitées, mais la meilleure manière de les aider à renforcer leurs capacités n'est pas de les contourner en créant de nouvelles structures. Il appartient à ces communautés économiques (RCE) d'exploiter pleinement le "principe de subsidiarité", en assumant les tâches dont elles, et elles seules, et non les autorités nationales ou sous-nationales, peuvent s'acquitter. Dans notre volonté de renforcer les capacités commerciales, nous avons augmenté le financement du secteur privé grâce à toute une série d'instruments: des prêts, des garanties et des fonds propres, 40% de ces opérations se déroulant dans des "pays à faible revenu".

Nous insistons aussi beaucoup sur le renforcement des capacités d'organisation du secteur privé et sur la formation des responsables commerciaux, notamment en matière de qualité et de normes. Grâce aux opérations d'aide budgétaire que nous avons menées durant la crise, nous pouvons donner aux pays concernés une marge de manœuvre qui leur permet, entre autres choses, de compenser les pertes de revenus qu'ils ont subies tout en procédant à des réformes commerciales plus radicales.

Permettez-moi à présent de revenir brièvement sur la question de la logistique commerciale. Comme l'ont souligné certains dirigeants, il faut porter un nouveau regard sur les capacités de nos ports maritimes et de nos voies ferrées en mauvais état. A mesure que le commerce se développait au cours de la dernière décennie, l'ensemble des infrastructures a été mis à rude épreuve : routes, énergie, etc.

Le réseau routier, en particulier, a souffert d'un manque d'entretien, et l'augmentation du volume des marchandises de faible valeur, idéales pour le transport ferroviaire, a encore aggravé la situation. Au cours des 50 dernières années, on a construit très peu de lignes ferroviaires en Afrique. Les voies ferrées existantes, qui datent du temps des colonies, sont vétustes et inefficaces ; ce n'est pas pour rien qu'elles ont été privatisées. L'expérience de la privatisation a donné des résultats mitigés. Souvent, elle n'a pas donné satisfaction. Si les chemins de fer étatiques n'étaient pas une réussite, leur privatisation n'a guère fait mieux.

Une nouvelle impulsion est donc donnée, non seulement pour réhabiliter les lignes existantes, telles que le Benguela Railway, et en construire de nouvelles, mais aussi afin de réexaminer le modèle de gestion opérationnelle. Une telle démarche mérite d'être soutenue.

Il en va de même pour les ports maritimes. Nous avons récemment effectué des investissements importants dans ce domaine: les ports de Doraleh à Djibouti ou

de Dakar au Sénégal en sont deux illustrations. Pour avoir une meilleure compréhension des enjeux globaux et avoir une perspective à plus long terme, j'ai chargé la Banque d'effectuer des recherches sur les capacités portuaires du continent, sur la base des recherches antérieures de la Banque mondiale, de la CNUCED et d'autres. J'espère que les résultats seront publiés dans le Rapport économique 2010 sur l'Afrique, qui contribuera, je pense, à notre compréhension des enjeux logistiques dans le domaine des ports maritimes.

Enfin, permettez-moi de vous dire un mot sur ce que nous faisons actuellement dans le domaine des financements commerciaux. En tant que banque de développement, nous considérons depuis des années que notre mission consiste à financer les projets à long terme et non à accorder des financements commerciaux. Jusqu'à la crise, les institutions financières commerciales et spécialisées pouvaient offrir ce type de financements. Cependant, l'impact de la crise actuelle a fait que les institutions internationales de développement ont été appelées, y compris par le G20, à jouer un rôle anticyclique, notamment pour combler le vide laissé dans le financement du commerce.

Au début de cette année, nous avons réuni à Tunis les principales institutions financières régionales et sous-régionales africaines, y compris les banques commerciales. Nous avons fait le bilan de la situation et des déficits de financement. Il est apparu clairement qu'un problème d'une ampleur exceptionnelle se posait, qui exigeait une réponse. Par conséquent, notre conseil d'administration a décidé de fournir un milliard de dollars pour les financements commerciaux. Pour des raisons d'efficacité et de complémentarité :

- un demi-milliard de dollars sera accordé directement aux banques africaines et aux établissements de financement du commerce;
- un autre demi-milliard de dollars sera fourni par le Programme de financement du commerce mondial (GTLP), un pool commun qui doit être géré par l'IFC et mis en place avec le Groupe de la Banque mondiale et d'autres partenaires au début de ce mois à Genève.

Lorsque la crise sera terminée, nous réexaminerons notre rôle dans ce domaine et déciderons s'il convient de poursuivre notre engagement ou s'il vaut mieux revenir à ce qui est notre mission première, à savoir le financement des projets à long terme.

Après une décennie prometteuse, la crise mondiale que nous traversons a été un revers majeur pour l'Afrique. Mais, en tant que continent, nous résistons beaucoup

mieux que nous n'aurions pu le faire il y a 15 ou 20 ans. Les économies africaines résistent d'une manière que nous n'aurions pas pu imaginer au début de la crise.

Le dynamisme et la détermination à créer des entreprises compétitives, l'amélioration du climat d'investissement et la promotion de l'intégration régionale, nous permettront non seulement d'optimiser les avantages de l'AGOA, mais aussi, en temps opportun, d'aller bien au-delà de la confiance dans les régimes préférentiels et de faire face à la concurrence sur les marchés ouverts.

Je reste assez optimiste quant aux perspectives économiques de notre continent. Lorsque la crise se sera atténuée, je suis convaincu que nous retrouverons le chemin de la croissance. Mais pour ce faire, nous devons intensifier les programmes dans les domaines du climat d'investissement, de l'infrastructure, de la facilitation des échanges et du renforcement des capacités commerciales en général.

Il est évident que l'AGOA a été un instrument extrêmement efficace, qui a été utile à de nombreux pays. Le fait que certains de ces pays n'ont pas su tirer pleinement parti de ses avantages dépend en grande partie de leurs capacités commerciales, un sujet dont nous discutons régulièrement.

Bien que le ralentissement actuel de l'économie complique la situation, je pense que nous pouvons relever les défis à court terme engendrés par la crise tout en restant concentrés sur l'objectif à long terme, qui est de mettre en place des économies compétitives et diversifiées, et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide. Si, de concert avec la communauté internationale, nous prenons toutes les mesures requises, telles que celles qui ont été adoptées par le G20, la crise sera surmontée et le commerce et les investissements en Afrique relanceront la dynamique encourageante observée au cours de la dernière décennie.

Merci.